

**LA CONSIGNE POUR RÉEMPLOI DANS L'AGROALIMENTAIRE : UNE ANALYSE DES
REPRÉSENTATIONS MÉDIATQUES DES PARTIES PRENANTES**

Cindy LOMBART, Christine GONZALEZ et Didier LOUIS

Cindy LOMBART	Christine GONZALEZ	Didier LOUIS
Affiliation(s) : Audencia, In Situ Lab Adresse professionnelle : 4 Rue Bisson, 44100 Nantes, France Email professionnel : clombart@audencia.com	Affiliation(s) : Argumans, Groupe Mangers Adresse professionnelle : Université du Mans, Laboratoire ARGUMans, Avenue Olivier Messiaen, 72085 Le Mans Cedex 09, France Email professionnel : christine.Gonzalez@univ-lemans.fr	Affiliation(s) : IUT de Saint-Nazaire, Laboratoire d'Economie et de Management (LEMNA) Adresse professionnelle : 58 Rue Michel-Ange, BP 420, 44606 Saint Nazaire Cedex, France Email professionnel : didier.louis@univ-nantes.fr

LA CONSIGNE POUR RÉEMPLOI DANS L'AGROALIMENTAIRE : UNE ANALYSE DES REPRÉSENTATIONS MÉDIATIQUES DES PARTIES PRENANTES

Résumé :

Dans un contexte de transition écologique et de montée en puissance des politiques de réemploi, cette recherche analyse les représentations médiatiques des parties prenantes des systèmes de consigne pour emballages dans le secteur agroalimentaire. À partir d'un corpus de 245 articles issus de la presse généraliste et économique française, l'étude mobilise une analyse lexicale via le logiciel Alceste pour identifier les discours dominants. Les résultats révèlent deux cadrages médiatiques contrastés : l'un, institutionnel et territorial, porté par la presse généraliste ; l'autre, fonctionnel et entrepreneurial, relayé par la presse économique. Ces discours mettent en lumière les tensions entre rationalités civiques et industrielles, les enjeux de gouvernance territoriale, et les dynamiques de coopération intersectorielle. En mobilisant la théorie des parties prenantes, l'étude propose une lecture systémique de la consigne comme objet socio-économique négocié, et souligne les implications théoriques, managériales et sociétales de son déploiement.

Mots clefs :

Consigne pour réemploi ; Économie circulaire ; Parties prenantes ; Représentations médiatiques ; Agroalimentaire

DEPOSIT-REFUND SYSTEMS FOR REUSE IN THE AGRI-FOOD SECTOR: A MEDIA ANALYSIS OF STAKEHOLDER REPRESENTATIONS

Summary:

Against the backdrop of ecological transition and the increasing importance of reuse-oriented public policies, this study examines stakeholders' representations of deposit-refund systems for packaging in the agri-food sector. Based on a corpus of 245 articles from French general and economic press sources, the research uses Alceste software to conduct a lexical analysis and identify dominant discourses. The results reveal two contrasting media framings: an institutional and territorial one, conveyed by the general press, and a functional and entrepreneurial one, promoted by the economic press. These discourses highlight tensions between civic and industrial rationalities, territorial governance issues, and intersectoral cooperation dynamics. Drawing on stakeholder theory, the study provides a systemic interpretation of deposit-refund systems as negotiated socio-economic constructs, outlining their theoretical, managerial and societal implications.

Keywords:

Deposit-refund systems; Reuse; Circular economy; Stakeholders; Media representations; Agri-food sector

Introduction

Face à l'urgence environnementale, liée à "l'essor des pratiques et des imaginaires consuméristes" (Jarrige et Le Roux, 2020), la réduction des déchets plastiques est devenue une priorité des politiques publiques à l'échelle mondiale. En 2024, la production mondiale de déchets plastiques a atteint 220 millions de tonnes, dont un tiers n'est pas correctement géré, finissant dans l'environnement naturel¹. L'emballage représente à lui seul près de 50 % de cette production², ce qui en fait un levier central de la transition vers une économie circulaire. Dans ce contexte, après leur abandon progressif, suite à l'avènement de "l'économie du jetable"³ dans les années 30 (Jarrige et Le Roux, 2020), les systèmes de consigne pour réemploi (*deposit-refund systems*) suscitent un regain d'intérêt en tant que dispositifs incitatifs visant à prolonger la durée de vie des emballages et à améliorer leur collecte.

En France, la consigne s'inscrit dans un cadre réglementaire en mutation, porté par la loi AGECE et le règlement européen PPWR, qui fixent des objectifs ambitieux : 10 % d'emballages réemployés d'ici 2030 et 90 % de collecte séparée pour les bouteilles plastiques et canettes d'ici 2029⁴. Pourtant, en 2023, seuls 1,1 % des emballages ménagers mis sur le marché étaient réemployés⁵, soulignant l'ampleur des transformations à opérer. Le déploiement de la consigne mobilise un écosystème d'acteurs aux intérêts parfois convergents, parfois conflictuels : producteurs, distributeurs, opérateurs logistiques, collectivités territoriales, pouvoirs publics et consommateurs. Chacun joue un rôle dans la conception, la mise en œuvre et l'acceptabilité du dispositif.

La littérature académique sur la consigne s'est principalement concentrée sur ses dimensions économiques, logistiques et environnementales (Abejón *et al.*, 2020 ; Calabrese *et al.*, 2021), ainsi que sur les comportements des consommateurs (Šmaguc *et al.*, 2023 ; Szucs *et al.*, 2024). Ces travaux ont permis d'identifier les leviers d'adhésion individuelle, les freins comportementaux et les effets du dispositif sur les volumes de vente ou les coûts de gestion. Toutefois, ces approches tendent à négliger les dynamiques collectives et les représentations portées par les autres parties prenantes impliquées dans la structuration des systèmes de consigne.

Or, dans une perspective inspirée de la théorie des parties prenantes (Freeman, 1984), la consigne ne peut être comprise indépendamment de l'ensemble des acteurs qui l'influencent ou en subissent les effets. Elle constitue un objet socio-économique négocié⁶ (Hatchuel et Weil, 1992), au cœur d'interactions stratégiques entre acteurs publics, privés et citoyens. Dans cette optique, la presse constitue une source précieuse d'observation. En tant qu'espace de médiation entre sphères politiques, économiques et sociales, elle permet d'accéder à une pluralité de points de vue et de suivre l'évolution des débats publics.

La présente recherche vise ainsi à analyser les représentations médiatiques des parties prenantes des systèmes de consigne pour emballages dans le secteur agroalimentaire, à partir

¹ <https://www.safefoodadvocacy.eu>

² <https://www.nationalgeographic.fr/le-plastique-en-10-chiffres>

³ En 1936, la "Continental Can Company" introduit "les premières canettes de bière jetables sur le marché", en mettant en avant leur commodité : elles sont "faciles à ouvrir" et permettent de consommer directement la boisson, "sans avoir de bouteilles vides à ramener" (Jarrige et Le Roux, 2020).

⁴ <https://www.zerowaste-france.org/reglement-emballages-ppwr-socle-minimal-politiques-prevention-reemploi-ambitieuses/>

⁵ <https://librairie.ademe.fr/economie-circulaire-et-dechets/7718-bilan-annuel-du-reemploi-des-emballages-donnees-2023-9791029724572.html>

⁶ Cette expression s'inscrit dans une approche constructiviste des dispositifs de gestion, selon laquelle les objets comme la consigne émergent des interactions et négociations entre acteurs aux intérêts hétérogènes (Hatchuel et Weil, 1992).

d'un corpus de 245 articles issus de la presse généraliste et économique française⁷. L'objectif est de mieux comprendre les dynamiques de coordination, les tensions et les arbitrages à l'œuvre dans le déploiement de ces dispositifs, afin d'en éclairer les conditions de réussite.

Sur le plan théorique, cette étude enrichit les travaux sur la consigne en adoptant une approche systémique et relationnelle, centrée sur les représentations croisées des parties prenantes. Sur le plan managérial, elle met en lumière les leviers de coopération intersectorielle et les conditions d'acceptabilité du dispositif, en soulignant l'importance de la standardisation, de la traçabilité et de la clarté des bénéfices pour les usagers.

L'article est structuré comme suit : la première section présente le cadre conceptuel. La deuxième détaille la méthodologie d'analyse des corpus médiatiques. La troisième expose les résultats issus de l'analyse lexicale. Enfin, la discussion met en perspective les apports de l'étude, ses limites et les pistes de recherche futures.

Revue de la littérature

Les systèmes de consigne (*deposit-refund systems*) sont généralement conçus comme des dispositifs incitatifs visant à améliorer la collecte des emballages usagés, à favoriser leur réemploi ou leur recyclage, et à transférer une partie des coûts de gestion des déchets des collectivités vers les producteurs (Zhou *et al.*, 2020 ; Malindzakova *et al.*, 2022). Dans la littérature académique, ces dispositifs sont majoritairement abordés sous trois angles : économique, logistique et environnemental.

Sur le plan économique, plusieurs travaux ont modélisé la structure des coûts et des revenus associés aux systèmes de consigne, en intégrant les externalités négatives, les incitations financières et les effets sur les prix de vente (Numata, 2011 ; Schneider *et al.*, 2021 ; Keller et Guyt, 2025). D'un point de vue logistique, des études comparatives ont identifié différents modèles opératoires en Europe, mettant en évidence les conditions de viabilité technique et financière selon les contextes nationaux (Calabrese *et al.*, 2021). Les recherches environnementales, quant à elles, mobilisent souvent l'analyse du cycle de vie (ACV) pour évaluer les bénéfices ou les limites de la consigne en matière de réduction des impacts écologiques (Abejón *et al.*, 2020 ; Picuno *et al.*, 2025).

Parallèlement, un courant de recherche plus récent s'est intéressé aux perceptions et comportements des consommateurs. Ces travaux soulignent l'importance de la simplicité d'usage, de la clarté de l'information et de la familiarité avec le dispositif comme facteurs clés d'acceptabilité (Konstantoglou *et al.*, 2023 ; Šmaguc *et al.*, 2023 ; Weppe et Do Vale, 2024). Toutefois, ces approches restent centrées sur l'individu et tendent à négliger les dynamiques collectives et les interactions entre parties prenantes.

Or, la mise en œuvre d'un système de consigne mobilise un ensemble d'acteurs aux logiques parfois convergentes, parfois conflictuelles : producteurs, distributeurs, opérateurs logistiques, collectivités territoriales, pouvoirs publics et consommateurs. Dans une perspective inspirée de la théorie des parties prenantes (Freeman, 1984), il apparaît nécessaire d'élargir l'analyse pour appréhender la consigne comme un objet socio-économique négocié (Hatchuel et Weil, 1992), façonné par des rapports de force, des arbitrages et des représentations différenciées.

Dans ce contexte, peu de recherches se sont intéressées aux discours médiatiques comme révélateurs des positions, tensions et alliances entre acteurs. La présente étude propose de combler cette lacune en analysant les représentations médiatiques de la consigne dans la

⁷ Il convient de noter que la presse professionnelle (telle que *LSA*, *Emballages Magazine* ou *Usine Nouvelle*) n'a pas été intégrée à date au corpus étudié.

presse généraliste et économique française, afin de mieux comprendre les dynamiques d'acteurs à l'œuvre dans la structuration de ce dispositif.

Méthodologie

Cette étude repose sur l'analyse d'un corpus de 245 articles issus de la presse généraliste et économique française, collectés via la base de données Europresse. Le corpus se compose de 153 articles de presse généraliste, qui joue un rôle central dans la médiation entre sphères expertes et grand public (Peynaud, 2014), et de 92 articles de presse économique, orientée vers les besoins d'information des acteurs économiques (Ferenczi, 2009). Certains articles ont été écartés afin d'éviter les doublons et de garantir la pertinence du matériau analysé.

Les articles retenus devaient répondre à plusieurs critères : contenir l'une des expressions suivantes – « consigne », « produit consigné », « emballage/contenant consigné » ou « emballage/contenant réutilisable » ; avoir été publiés entre le 1er janvier 2010 et le 31 décembre 2024⁸ ; être rédigés en français ; et provenir de médias français, afin d'assurer la cohérence du contexte socio-économique étudié.

L'analyse a été conduite à l'aide du logiciel Alceste, qui permet de structurer un corpus textuel en classes lexicales homogènes. Ce traitement repose sur une classification descendante hiérarchique, identifiant les cooccurrences significatives entre mots et segments de texte, et facilitant ainsi l'interprétation des représentations dominantes dans les discours (Belghit, 2012).

Résultats

L'analyse des discours médiatiques dans la presse généraliste révèle une structuration en trois classes thématiques (annexe 1).

La classe 1 (49,12 % des unités textuelles classées) met en lumière les discours relatifs à la mise en œuvre concrète de la consigne par les producteurs, distributeurs et opérateurs intermédiaires (CHR, GSA). Elle illustre une dynamique d'expérimentation et de structuration progressive d'un écosystème du réemploi, incarné notamment par des initiatives comme Loop. Les mots-clés associés traduisent une approche pragmatique centrée sur la logistique, la faisabilité technique, les efforts d'adaptation des enseignes et l'acceptabilité client. L'importance de la coordination inter-organisationnelle dans la chaîne de valeur du réemploi est ainsi soulignée. Ce réseau comprend les différentes étapes du processus, à savoir la collecte, le nettoyage et la livraison des contenants, soulignant l'interconnexion et la coordination entre les acteurs pour une gestion efficace du réemploi.

La classe 2 (39,29 %) met en exergue les tensions entre les objectifs nationaux et européens en matière de recyclage et les réalités locales de gestion des déchets. Les mots-clés associés (recycler, collecter, tri, taux, poubelle, plastique) traduisent une forte pression réglementaire, notamment via la loi AGEC et les injonctions de la Commission européenne. La consigne y apparaît comme une mesure controversée, perçue par les collectivités comme un risque de recentralisation et de perte de ressources. En effet, ces dernières redoutent une captation de la valeur des matériaux recyclables par les industriels, au détriment des filières publiques. Par exemple, les revenus issus de la revente des plastiques sont essentiels pour financer les services publics de gestion des déchets, les centres de tri et les investissements réalisés pour moderniser les infrastructures. Cette classe révèle ainsi une fracture entre deux

⁸ La période 2010–2024 a été retenue afin de couvrir une phase charnière marquée par l'émergence médiatique des enjeux environnementaux, l'évolution des cadres réglementaires, et la transformation progressive des pratiques de consommation.

visions de la consigne : l'une, centralisée et pilotée par les metteurs en marché ; l'autre, territorialisée et intégrée aux politiques locales de gestion des déchets⁹.

La classe 3 (11,59 %) se concentre sur l'élaboration du cadre législatif encadrant la consigne, avec une forte présence d'acteurs politiques. Les mots-clés de cette classe (loi, texte, projet, compromis, ministère) traduisent les débats institutionnels autour de la loi économie circulaire. La consigne a en effet été, dès l'origine, un objet de controverse politique, oscillant entre ambition environnementale et arbitrages économiques. Le processus législatif est décrit comme lent, conflictuel, et marqué par des compromis successifs, ce qui reflète les difficultés à faire converger les intérêts des différents acteurs (État, collectivités, industriels). Cette classe met en lumière le rôle structurant de l'État dans la définition des règles du jeu, mais aussi les limites de son action face aux résistances sectorielles.

L'analyse des discours médiatiques dans la presse économique révèle, quant à elle, une structuration en cinq classes thématiques (annexe 2).

La classe 4 (49,91% des unités textuelles classées) constitue le noyau principal du corpus, en mettant l'accent sur les dimensions opérationnelles et incitatives du système de consigne. Le discours médiatique porte sur les mécanismes de remboursement, les technologies de collecte (notamment les machines en magasin), ainsi que les modalités de restitution des emballages. Les mots-clés (machines, rembourser, magasin, inciter, consommation) traduisent une approche fonctionnelle et pragmatique, où le consommateur est intégré dans une boucle logistique inversée¹⁰. La consigne est présentée comme un levier d'engagement, à condition que le montant soit suffisamment incitatif. Les enjeux liés à la pénibilité (poids du verre) et à l'ergonomie du dispositif sont également soulevés, traduisant une attention portée à l'expérience utilisateur et à la faisabilité technique du modèle.

La classe 1 (28,63%) met en lumière l'émergence d'un écosystème entrepreneurial structuré autour de la consigne, porté par des acteurs territorialisés. Les mots-clés (bouteille, lavage, Consign'Up, Rebooteille, Oc'Consigne) traduisent une dynamique de filière fondée sur la mutualisation des infrastructures et la création de valeur locale. Les extraits illustrent des solutions concrètes de collecte, lavage et redistribution des contenants, en particulier dans les secteurs du vin, de la bière et des jus, où la performance environnementale s'articule avec la création d'emplois. Cette classe témoigne d'une hybridation entre économie circulaire et entrepreneuriat social, où les indicateurs de réussite ne se limitent pas à la rentabilité, mais intègrent également des dimensions territoriales et sociétales.

La classe 3 (22,25 %) reflète les tensions entre les logiques de consigne et celles du tri sélectif, notamment du point de vue des collectivités locales. Les mots-clés (tri, déchet, collecter, plastique, taux) indiquent les limites du tri hors foyer, les taux de collecte insuffisants, et les oppositions à la généralisation de la consigne pour les bouteilles en plastique. Les élus locaux expriment en effet leur inquiétude face à une mesure perçue comme une tentative des industriels de capter les matières valorisables, tout en laissant aux collectivités la gestion des déchets non recyclables. Cette classe met donc en évidence les enjeux de gouvernance territoriale, les conflits d'intérêts entre acteurs publics et privés, ainsi que les risques de complexification du geste de tri pour les citoyens.

La classe 5 illustre une dynamique de coopération intersectorielle autour de la consigne. Les mots-clés (Loop, BoxEaty, e-commerce, livraison, nettoyage) renvoient à des initiatives

⁹ <https://www.intercommunalites.fr/actualite/non-a-la-fausse-consigne/>

¹⁰ La logistique inversée (« *reverse logistics* ») désigne le processus de retour des marchandises dans la chaîne d'approvisionnement, depuis leur destination finale (le consommateur) vers leur point d'origine (le détaillant, le fournisseur ou le fabricant).

hybrides mêlant innovation numérique, logistique et partenariats locaux. Les extraits valorisent des modèles serviciels intégrés, portés par des alliances entre marques, startups et distributeurs, dans une logique de co-construction et de mutualisation des ressources. Cette classe témoigne d'une volonté de réinventer les circuits de distribution, en intégrant les enjeux de durabilité, de praticité et d'expérience client.

La classe 2 (17,95 %) met en lumière le processus politique entourant la mise en place de la consigne, marqué par des consultations, des amendements et des controverses. Les mots-clés (projet de loi, amender, consultation, décision) traduisent les étapes de l'élaboration législative, les oppositions entre élus locaux et gouvernement, ainsi que les reports de décisions. La consigne devient ici un objet de débat public, révélateur des tensions entre impératifs environnementaux, intérêts industriels et préoccupations territoriales. Cette classe souligne la complexité de la régulation, la multiplicité des parties prenantes, et la temporalité politique qui conditionne la mise en œuvre du dispositif.

La comparaison des discours médiatiques dans la presse généraliste et la presse économique met en lumière deux cadrages complémentaires, mais porteurs de tensions. La presse généraliste adopte une perspective institutionnelle et territoriale, centrée sur les enjeux de gouvernance, les dynamiques d'expérimentation et les conflits de légitimité entre acteurs publics et privés. Elle donne à voir une consigne inscrite dans des logiques de service public, de proximité et de financement des infrastructures collectives, en écho à ce que Boltanski et Thévenot (1991) qualifieraient de « monde civique ». À l'inverse, la presse économique propose une lecture plus fonctionnelle et entrepreneuriale de la consigne, valorisant les solutions techniques, les modèles économiques émergents et les coopérations intersectorielles. Elle s'inscrit davantage dans une logique de performance, d'innovation et d'évaluation, propre au « monde industriel » (Boltanski et Thévenot, 1991).

Cette double lecture révèle la consigne comme un objet hybride, à la croisée des politiques publiques, des stratégies industrielles et des pratiques territoriales. Elle souligne les tensions entre des rationalités concurrentes : d'un côté, la recherche d'un intérêt collectif fondé sur l'éducation au tri, la justice territoriale et la soutenabilité des services publics ; de l'autre, l'optimisation des flux, l'expérimentation technologique et la création de valeur économique. Dès lors, la consigne ne peut être pensée comme un simple dispositif technique ou réglementaire : elle constitue un espace de négociation entre mondes sociaux, où se rejouent des arbitrages entre efficacité, équité et acceptabilité.

Discussion

Cette recherche apporte une contribution théorique originale en analysant les représentations médiatiques des parties prenantes des systèmes de consigne pour emballages dans le secteur agroalimentaire, à travers une double lecture de la presse généraliste et économique. En mobilisant la théorie des parties prenantes (Freeman, 1984), elle permet de dépasser les approches centrées sur le consommateur pour envisager la consigne comme un objet socio-économique négocié (Hatchuel et Weil, 1992), au cœur d'un écosystème d'acteurs aux logiques parfois convergentes, parfois conflictuelles. Elle met en lumière les tensions entre rationalités civiques et industrielles (Boltanski et Thévenot, 1991), révélant la consigne comme un dispositif hybride, à la croisée des politiques publiques, des stratégies industrielles et des pratiques territoriales.

D'un point de vue managérial, les résultats soulignent la nécessité d'une coordination renforcée entre producteurs, distributeurs, opérateurs logistiques et collectivités territoriales. La réussite des systèmes de consigne repose sur la capacité des acteurs à co-construire des solutions opérationnelles, accessibles et économiquement viables. Cela implique des investissements dans la standardisation des contenants, la logistique inverse, les technologies de collecte

(machines, traçabilité numérique), mais aussi dans la formation des équipes et la communication auprès des consommateurs. L'étude met également en évidence le rôle stratégique des alliances intersectorielles et des modèles entrepreneuriaux territorialisés, qui peuvent servir de leviers d'innovation et d'ancrage local.

Sur le plan sociétal, cette recherche éclaire les enjeux de justice environnementale et de gouvernance territoriale liés à la consigne. Elle révèle les inquiétudes des collectivités face à une recentralisation des flux de déchets et à une perte de ressources financières. Elle interroge aussi les conditions d'acceptabilité sociale du dispositif, en soulignant l'importance de la simplicité d'usage, de la transparence des bénéfices environnementaux et de l'équité dans la répartition des efforts. La consigne apparaît ainsi comme un vecteur potentiel de transformation des comportements, mais aussi comme un révélateur des rapports de force entre acteurs publics et privés.

Cette étude comporte néanmoins certaines limites. Elle repose sur une analyse de corpus médiatiques, qui reflètent des discours publics mais ne permettent pas d'accéder directement aux pratiques ou aux perceptions des acteurs. De plus, l'étude réalisée à date de la presse généraliste et économique exclut d'autres sources potentiellement riches, telles que la presse professionnelle (LSA, Usine Nouvelle, Emballages Magazine, etc.), les réseaux sociaux ou les publications institutionnelles. Enfin, l'analyse est circonscrite au contexte français, ce qui limite la portée comparative des résultats.

Dans cette perspective, plusieurs voies de recherche futures peuvent être envisagées. Un approfondissement de la structure de l'écosystème apparaît essentiel. Il s'agirait d'analyser le rôle des différentes parties prenantes, qu'il s'agisse d'orchestration, de complémentarité ou d'opposition, ainsi que leurs pratiques discursives et leurs modes d'action (Adner, 2016 ; Thomas et Ritala, 2022). Il serait également particulièrement pertinent d'examiner les conséquences liées à l'existence des deux cadrages évoqués précédemment, ainsi que les tensions qu'ils engendrent (Hiatt et Carlos, 2019). Dans ce sens, il serait pertinent de compléter notre analyse par des enquêtes qualitatives et/ou quantitatives auprès des différentes parties prenantes, afin d'identifier les leviers d'adhésion, les freins et les attentes spécifiques envers les systèmes de consigne. Une extension comparative à d'autres pays ou à d'autres types de presse permettrait également de mieux comprendre les variations culturelles et sectorielles dans les représentations de la consigne. Enfin, des études longitudinales pourraient documenter l'évolution des discours et des pratiques à mesure que les systèmes de consigne se déploient et se transforment.

Références

- Abejón, R., Laso, J., Margallo, M., Aldaco, R., Blanca-Alcubilla, G., Bala, A., & Fullana-i-Palmer, P. (2020). Environmental impact assessment of the implementation of a Deposit-Refund System for packaging waste in Spain: A solution or an additional problem?. *Science of the Total Environment*, 721, 137744.
- Adner, R. (2016). Ecosystem as Structure: An Actionable Construct for Strategy. *Journal of Management*, 43(1), 39-58.
- Belghit, A. G. (2012). Découvrir le sens des données textuelles en GRH avec le logiciel Alceste. *Revue internationale de psychosociologie et de gestion des comportements organisationnels*, 46, 223-245.
- Boltanski, L., & Thévenot, L. (1991). *De la justification. Les économies de la grandeur*. Paris : Gallimard.

- Calabrese, A., CoSTA, R., Ghiron, N. L., Menichini, T., Miscoli, V., & Tiburzi, L. (2021). Operating modes and cost burdens for the European deposit-refund systems: A systematic approach for their analysis and design. *Journal of Cleaner Production*, 288, 125600.
- Ferenczi, T. (2009). L'information et ses contraintes. *Que sais-je?*, 2(3743), 7-22.
- Freeman, R. E. (1984). *Strategic Management: A Stakeholder Approach*. Boston : Pitman.
- Hatchuel, A., & Weil, B. (1992). *L'expert et le système. Gestion des savoirs et métamorphose des acteurs dans l'entreprise industrielle*. Paris : Economica.
- Hiatt SR & Carlos WC (2019). From farms to fuel tanks: Stakeholder framing contests and entrepreneurship in the emergent U.S. biodiesel market. *Strategic Management Journal*, 2019; 40: 865–893.
- Jarrige, F. & Le Roux, T. (2020). L'invention du gaspillage : métabolisme, déchets et histoire. *Écologie & Politique*, 60(1), 31-45. <https://doi-org.doc-elec.univ-lemans.fr/10.3917/ecopol.060.0031>.
- Keller, K.O., & Guyt, J.Y. (2025, Forthcoming). Consequences of bottle bills: how bottle deposit return schemes affect retail prices and lead consumers to larger package sizes. *Journal of Marketing*.
- Konstantoglou, A., Fotiadis, T., Folinas, D., Falaras, A., & Rotsios, K. (2023). Accessing consumer perceptions of the effectiveness of the deposit refund system. *Sustainability*, 15(12), 9429.
- Malindzakova, M., Štofková, J., & Majernik, M. (2022). Economic–environmental performance of reverse logistics of disposable beverage packaging. *Sustainability*, 14(13), 7544.
- Numata, D. (2011). Optimal design of deposit–refund systems considering allocation of unredeemed deposits. *Environmental Economics and Policy Studies*, 13(4), 303-321.
- Peynaud, C. (2014). Définition et explication dans la presse généraliste aux États-Unis : de la médiation du discours expert à la création d'un intertexte médiatique. *ASp. La revue du GERAS*, 65, 21-43.
- Picuno, C., Gerassimidou, S., You, W., Martin, O., & Iacovidou, E. (2025). The potential of Deposit Refund Systems in closing the plastic beverage bottle loop: A review. *Resources, Conservation and Recycling*, 212, 107962.
- Poujol, F. (2008), La perception des challenges par les commerciaux d'après une analyse textuelle, *Revue Française de Marketing*, 217(2), 77-90
- Schneider, D. R., Tomić, T., & Raal, R. (2021). Economic viability of the deposit refund system for beverage packaging waste—identification of economic drivers and system modelling. *Journal Of Sustainable Development Of Energy, Water And Environment Systems*, 9(3), 1-33.
- Šmaguc, T., Kuštelega, M., & Kuštelega, M. (2023). The determinants of individual's recycling behavior with an investigation into the possibility of expanding the deposit refund system in glass waste management in Croatia. *Journal of Contemporary Management Issues*, 28(1), 81-103.
- Szucs, R. S., Fehér, A., Kiss, V. Á., & Kiss, M. (2024). Preliminary opinion of consumers on the new deposit-refund system in Hungary. *Ecocycles*, 10(2), 97-113.

- Thomas, L. D. W., & Ritala, P. (2021). Ecosystem Legitimacy Emergence: A Collective Action View. *Journal of Management*, 48(3), 515-541.
- Weppe, X., & Do Vale, G. (2024). Favoriser l'adoption d'une pratique de consommation responsable par la mise en œuvre d'un business model totalement circulaire. Le cas du Fourgon et sa livraison à domicile de produits consignés. *Décisions Marketing*, 116(4), 111-130.
- Zhou, G., Gu, Y., Wu, Y., Gong, Y., Mu, X., Han, H., & Chang, T. (2020). A systematic review of the deposit-refund system for beverage packaging: Operating mode, key parameter and development trend. *Journal of Cleaner Production*, 251, 119660.

Annexe 1 : Les apports de la presse généraliste

Classes	Mots clés	Extraits des articles de presse
Classe 1 - Description de l'impact de la consigne sur les producteurs - intermédiaires - clients avec la mise en avant d'acteurs en facilitant la mise en place (49,12%)	magasin, verre, contenant, marque, bouteille, bière, Loop, client, eau, lavage, région, Carrefour, vin, fois, jeune	<p>« Une bouteille réemployée et lavée à 80 °C permet d'économiser [...] par rapport à une recyclée. » « La consigne va s'imposer quand il sera économiquement plus intéressant de laver une bouteille plutôt que de la recycler et d'en fabriquer une nouvelle. » (Aujourd'hui en France, 22 septembre 2024)</p> <p>« Le principe n'a pas changé d'un iota, mais il faut recréer un circuit de livraison, de récupération, de lavage des contenants. » « En une semaine, j'ai déjà récupéré un bac plein de 60 bouteilles. » (Aujourd'hui en France, 12 février 2024)</p> <p>« Le système Loop, déployé dans 300 de ses [Carrefour] grandes surfaces. » (Le Figaro, 5 juillet 2024)</p> <p>« En cinq ans, nous l'avons mis en place dans 200 magasins de petites tailles, des Carrefour City et Market, mais aussi dans les hypermarchés et partout à Paris et en Île-de-France. » (Aujourd'hui en France, 22 septembre 2024)</p>
Classe 2 - Mise en avant des problématiques du tri de déchet au niveau des collectivités, et du rôle de la consigne (39,29%)	recycler, collecter, atteindre, taux, jaune, tri, objectif, collectif, pays, plastique, poubelle, déchet, poubelle, plastique, européen	<p>« Il faut mutualiser et densifier les volumes et embarquer tous les acteurs (industriels, distributeurs, laveurs...). » « Le plastique est partout, et ce n'est pas toujours évident de savoir quoi mettre dans la poubelle jaune. » (Le Figaro, 5 juillet 2024)</p> <p>« Dans la région Pays de la Loire, l'association Bout à bout est-elle partenaire de producteurs locaux de boissons (vin, bière, cidre, jus) qui apposent son logo sur leurs bouteilles assez solides pour être réutilisées. » (La Croix, 17 juin 2019)</p> <p>« L'objectif est d'atteindre 10 % d'emballages réemployés d'ici à 2027, conformément à la loi Agec. » (La Croix, 8 octobre 2024)</p> <p>« Dans un « rapport d'alerte » publié le 8 juin, la Commission européenne avait prévenu la France qu'elle était très en retard sur ses objectifs de recyclage, en particulier des emballages en plastique. » (Le Monde, 24 juin 2024)</p> <p>« Présentée d'abord comme une mesure phare du texte, la mise en place d'un système de consigne pour les bouteilles en plastique a viré à l'affrontement... » (Le Monde, 10 décembre 2019)</p>
Classe 3 - Discussion autour de l'élaboration de l'arsenal législatif autour de la consigne (11,59%)	Brune Poirson, loi, texte, secrétaire d'état, projet, député, Sénat, ministère, ministère de l'économie, lutte, gaspiller, compromis	<p>« Le projet de loi, que Le Monde a pu consulter, propose plusieurs axes qui doivent permettre de "stopper le gaspillage"... » (Le Monde, 11 juillet 2019)</p> <p>« Le projet de loi économie circulaire, porté par la secrétaire d'État Brune Poirson, est examiné au Sénat. » (Aujourd'hui en France, 23 septembre 2019)</p> <p>« Le projet de loi pour une économie circulaire est proposé en Conseil des ministres. » (La Croix, 10 juillet 2019)</p> <p>« Députés et sénateurs ont trouvé un compromis mercredi. La mesure devrait voir le jour, mais pas avant 2024 » (Figaro 9 janvier 2020)</p>

Annexe 2 : Les apports de la presse économique

Classes	Mots clés	Extraits des articles de presse
Classe 4 - Mise en avant des processus autour de la consigne (49,91%)	achat, machines, bons, consommation, argent, impliquer, technologie, rembourser, poids, caisse, magasin, restituer, inciter, cher	<p>« Il faut impliquer les consommateurs dans la boucle logistique » (La Tribune, 4 mai 2021)</p> <p>« Ils récompensent les particuliers par un bon d'achat de 1 à 2 centimes d'euro par bouteille plastique déposée » (Les Echos, 6 février. 2018)</p> <p>« Le montant de la consigne doit être suffisamment élevé pour inciter les gens à rapporter les emballages » (La Tribune, 16 novembre 2019)</p> <p>« Le montant est remboursé au consommateur qui rapporte la bouteille » (Les Echos, 12 septembre 2019)</p> <p>« La pénibilité liée au poids des emballages en verre » (La Tribune, 20 déc. 2019)</p> <p>« Tous les magasins qui vendent des boissons sont tenus de reprendre les canettes et bouteilles » (La Tribune, 16 novembre 2019)</p> <p>« Comme la consigne pour le recyclage, celle pour le réemploi implique en effet généralement une collecte hors foyers, qui le plus souvent a lieu dans des magasins et des supermarchés via des machines. » (La Tribune, 20 décembre 2019)</p>
Classe 1 - Écosystème entrepreneurial B to C (28,63%)	bouteille, lavage, Consign'Up, jus, vin, Toulouse, rebooteille, brasser, verre, usine, Alsace, points de collecte, revendre Oc'Consigne	<p>« Consign'Up a franchi un grand pas dans son développement » (Les Echos, 22 juillet 2022)</p> <p>« Collecter, laver et revendre des bouteilles en verre utilisées pour le conditionnement du vin, de la bière et des jus de fruits » (Les Echos, 22 juillet 2022)</p> <p>« Une station de lavage mutualisée sur le territoire toulousain » (La Tribune, 4 mai 2021)</p> <p>« Rebooteille souhaite atteindre les 80.000 bouteilles lavées » (La Tribune, 10 septembre 2021)</p> <p>« Le brasseur Meteor, qui pratique la consigne en Alsace depuis le début du XXe siècle » (Les Echos, 6 juin 2023)</p> <p>« Oc'Consigne prévoit de laver 1,5 million de bouteilles par an » (Les Echos, 28 décembre 2022)</p> <p>« Une cinquantaine de points de collecte et de vente partenaires » (Les Echos, 22 juillet 2022)</p>
Classe 3 - Mise en avant des problématiques du tri de déchet, au niveau des collectivités, et du rôle de la consigne (22,25%)	tri, recycler, déchet, collecter, bouteilles plastique, plastique collectivités locale, foyer, ménager, taux, centre, tonne, européen, poubelle	<p>« Le tri n'est pas encore un réflexe suffisamment partagé » (La Tribune, 9 janv. 2021)</p> <p>« Le tri des déchets hors foyer est particulièrement défaillant » (Les Echos, 19 septembre 2019)</p> <p>« 600 kilos de déchets ménagers générés par personne et par an » (Les Echos, 17 mai 2019)</p> <p>« Le plastique occupe encore 17 % du bac vert des ordures ménagères » (La Tribune, 9 janvier 2021)</p> <p>« Les élus locaux sont absolument contre la consigne des bouteilles en plastique, et ils tiennent à le faire savoir. » (Les Echos, 19 avril 2023)</p> <p>« Les centres de tri risquent de perdre leur rentabilité » (Les Echos, 30 janv. 2023)</p> <p>« Le PET se vend actuellement 600 euros la tonne » (Les Echos, 6 juin 2024)</p> <p>« La consigne des bouteilles en plastique ne sera pas généralisée » (Les Echos, 28 septembre 2023)</p> <p>« Le taux de collecte plafonne à 60 % » (Les Echos, 23 juin 2023)</p> <p>« L'objectif européen est de 90 % de collecte en 2029 » (Les Echos, 6 juin 2024)</p>

<p>Classe 5 - Coopération entre les acteurs autour de la consigne (21,37%)</p>	<p>Loop, colis, e-commerce, restaurateur, BoxEaty, proposer, Hipli, livraison, nettoyage, bordelais, La poste, Paris, lancer, concevoir</p>	<p>« Loop teste à Paris un site de vente en ligne de produits de marques proposés dans des emballages consignés » (<i>Les Echos</i>, 17 mai 2019)</p> <p>« Loop, ce site d'e-commerce sera conçu et géré par TerraCycle » (<i>La Tribune</i>, 6 avril 2018)</p> <p>« BoxEaty a créé un service de boîtes consignées à l'attention des restaurateurs » (<i>Les Echos</i>, 14 octobre 2020)</p> <p>« BoxEaty, fondée à Bordeaux, travaille avec des acteurs locaux » (<i>La Tribune</i>, 16 novembre 2019)</p> <p>« Le colis Hipli est renvoyé par La Poste dans une pochette préaffranchie » (<i>Les Echos</i>, 26 mai 2021)</p> <p>« Les contenants sont nettoyés à Besançon avant d'être remplis à nouveau » (<i>Les Echos</i>, 17 mai 2019)</p>
<p>Classe 2 - Discussion autour de l'élaboration de l'arsenal législatif autour de la consigne (17,95%)</p>	<p>gouvernement, projet de loi, député, concerter, secrétaire d'état, amender, commission, consigne, sujet, bouteille, plastique, Elisabeth Borne, modal, décision</p>	<p>« Le gouvernement avait relancé une consultation en janvier dernier » (<i>Les Echos</i>, 28 septembre 2023)</p> <p>« Le projet de loi anti-gaspillage pour une économie circulaire » (<i>Les Echos</i>, 30 janvier 2023)</p> <p>« Une concertation a été lancée avec les parties prenantes » (<i>Les Echos</i>, 30 janvier 2023)</p> <p>« Les députés ont amendé le texte pour repousser la clause de revoyure » (<i>Les Echos</i>, 19 décembre 2019)</p> <p>« Le sujet avait provoqué une véritable passe d'armes en 2019 » (<i>Les Echos</i>, 30 janvier 2023)</p> <p>« La consigne des bouteilles en plastique sera expérimentée sur les territoires volontaires » (<i>Les Echos</i>, 27 novembre 2019)</p> <p>« La consigne des bouteilles en plastique oppose élus locaux et gouvernement » (<i>Les Echos</i>, 19 avril 2023)</p> <p>« La consigne des bouteilles en plastique ne sera pas généralisée » (<i>Les Echos</i>, 28 septembre 2023)</p> <p>« La décision politique est reportée à l'automne » (<i>Les Echos</i>, 9 juin 2023)</p> <p>« Un bilan d'étape de l'extension des consignes de tri sera réalisé en 2023 », indiquent la ministre Elisabeth Borne et la secrétaire d'Etat Brune Poirson dans un communiqué commun. (<i>Les Echos</i>, 27 novembre 2019)</p>